



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 22 janvier 2020

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La MINUSCA et les partenaires internationaux de la RCA réunis au sein du G5 se félicitent de la rencontre, hier à Bangui, entre le Chef de l'Etat Faustin Archange Touadéra et l'ex-président François Bozizé et espèrent qu'elle contribuera à l'apaisement et au renforcement du processus de paix dans le pays.

Le G5, qui est constitué de la MINUSCA, de l'Union africaine, de la CEEAC, de l'Union européenne, de la France, des Etats-unis et de la Banque mondiale, salue par ailleurs le travail et la parfaite synergie entre ce groupe et le gouvernement centrafricain et se félicite de l'audience que lui a accordé le Chef de l'Etat mardi après-midi.

Par rapport à la Vakaga, la MINUSCA suit de très près la situation marquée par des affrontements entre le FPRC et le MLCJ, le 20 janvier à Bougaye (30 km de Birao), et appelle les deux groupes armés à cesser immédiatement les hostilités et à régler leurs différends dans le cadre de l'APPR-RCA. De même, la Mission les met en garde contre toute tentative de déstabilisation de Birao, soulignant qu'ils seront tenus responsables des conséquences des violences. La MINUSCA reste en alerte à Birao dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles et y dépêche, ce jeudi, une mission dirigée par la Représentante spéciale adjointe pour évaluer la situation et rencontrer les acteurs locaux et les déplacés.

En outre, la Mission condamne les responsables de l'attaque du camp de déplacés internes dans la ville et la destruction d'équipements d'approvisionnement en eau, le 19 janvier. Les casques bleus de la Mission sont immédiatement intervenus pour protéger les personnes déplacées qui y vivent et empêcher un drame. De même, la MINUSCA condamne avec fermeté les discours de haine et d'éthnicisme et exhorte le sultan maire de Birao à être le sultan de toutes les populations et à contribuer à la paix et à la réconciliation.

En ce qui concerne l'APPR-RCA, la MINUSCA condamne et met en garde l'UPC pour ses violations répétées et exige de ce groupe armé le retour à ses positions d'avant la signature dudit Accord, le 6 février 2019. La Mission exige également qu'il cesse les attaques contre les FACA déployés dans certaines localités ainsi que les arrestations arbitraires comme celle d'un député à Bokolobo, le 19 janvier dernier.

Quant au mémorandum du FPRC, de l'UPC et du MPC du 13 janvier, la MINUSCA ainsi que les garants et les facilitateurs sont disposés à analyser les points de friction évoqués, dans le cadre de l'accompagnement du processus de paix. Cependant, la MINUSCA, les garants et les facilitateurs précisent que les discussions devront avoir lieu sur le territoire centrafricain, que les signataires du mémorandum doivent être présents aux réunions de consultation et que l'Accord de paix ne fera pas l'objet de renégociation. La MINUSCA exige également la cessation des hostilités et des affrontements entre groupes armés qui constituent une violation de l'APPR-RCA.

Au PK5, alors que les mesures de sécurisation commencent à porter des fruits grâce aux actions conjointes MINUSCA-Gouvernement, la MINUSCA appelle les membres des bandes criminelles à rendre leurs armes. La Mission s'engage également à poursuivre ses bons offices aux côtés des acteurs locaux pour la sécurité et le vivre ensemble au PK5 et dans les quartiers environnants.

- La MINUSCA a le plaisir d'annoncer l'arrivée à Bangui de Madame Lizbeth Cullity, la nouvelle Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général en République centrafricaine. Mme Cullity apporte avec elle plus de 25 ans d'expérience à des postes de direction en Afrique, aux Amériques et dans le Pacifique. Jusqu'à son arrivée dans la Mission, elle occupait les fonctions de Cheffe de cabinet de la MINUSMA, au Mali.

La nouvelle Représentante spéciale adjointe a occupé d'autres fonctions de direction au sein du système des Nations Unies notamment en Haïti où elle était Représentante du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme et Cheffe de la Section des Droits de l'Homme de la MINUSTAH, de 2008 à 2010, puis Cheffe des Affaires politiques, de 2011 à 2013. Entre 2013 et 2017, Mme Cullity a assumé les fonctions de Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Samoa et plus récemment, en Sierra Leone et à Haïti.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période entre le 16 et le 22 janvier 2020, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a pu vérifier et documenter, aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays, 17 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 29 victimes (16 hommes, sept femmes, cinq garçons et une victime non identifiée - 13 incidents et 18 victimes la semaine précédente). Les préfectures les plus touchées sont la Haute-Kotto, l'Ouham et la Ouaka.

Les auteurs présumés sont le FPRC (six incidents et 10 victimes), l'UPC (quatre incidents et quatre victimes), le FPRC/MPC (deux incidents avec quatre victimes), les anti-Balaka (deux incidents impliquant quatre victimes), le 3R (un cas et cinq victimes) et le MPC (un cas avec une victime). Les agents de l'Etat sont responsables présumés d'un incident impliquant une victime.

Les abus/violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés sont des meurtres (un cas impliquant une victime), des menaces de mort (trois incidents affectant cinq victimes), des tortures (un cas avec une victime), (des traitements cruels, inhumains et dégradants (quatre incidents affectant quatre victimes), des viols (deux incidents et deux victimes), des confiscations de biens (un cas et deux victimes), des privations arbitraires de liberté (quatre incidents et neuf victimes) et des enlèvements (un incident et cinq victimes).

AFFAIRES CIVILES

- Les Affaires Civiles de la MINUSCA mettent actuellement en œuvre neuf projets pour la période novembre 2019 - juin 2020, destinés à prévenir et à réduire les violences liées à la transhumance et au pastoralisme dans 12 préfectures (Ombella Mpoko, Ouham-Pendé, Ouham, Mambéré-Kadei, Sangha-Mbaéré, Bamingi-Bangoran, Ouaka, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Nana-Mambéré, Mbomou et Nana-Gribizi).

Un nombre important de localités et de sous-préfectures sont également ciblées par ce projet est financé par la MINUSCA à hauteur d'un peu plus de 49 millions de FCFA destinés notamment à accompagner et renforcer les capacités des autorités locales, société civile et structures existantes, prévenir et gérer les conflits communautaires entre éleveurs et agriculteurs ainsi que les violences en général (notamment les violences faites aux femmes) et sensibiliser les communautés à la paix. La plupart de ces projets sont actuellement mis en œuvre en partenariat avec la FAO, OIM et le PNUD, lorsque ceux-ci sont présents et financés sur le terrain.

EDUCATION A LA PAIX ET A LA COHESION SOCIALE

- La campagne sur la Culture de la Paix pour 2020 lancée par la MINUSCA en partenariat avec les autorités et les associations locales se déroule cette semaine sur l'axe Baoro-Bossemptélé-Yaloké-Bossembélé où ont lieu une série d'activités.

Les activités menées sont des ateliers autour de la problématique de la paix, la résolution pacifique des conflits et le vivre ensemble. Après Baoro et Bossemptélé, les activités se déroulent ce mercredi à Yaloké et prennent fin demain à Bossembélé prévue le 24 janvier 2020

CHEF DU BUREAU DE LA MINUSCA À BRIA

1. Pendant plusieurs mois qui ont suivi la signature de l'APPR et des mesures de confiance, les Anti-Balaka dirigés par Thierry Plenga "Bokassa" et le FPRC ont coexisté en grande partie pacifiquement. Les représentants de chaque groupe du Comité de mise en oeuvre préfectoral (CMOP) et du Comité Technique de Sécurité (CTS) ont certes continué à accuser l'autre partie de violations, mais aucune hostilité manifeste n'a été observée. Malheureusement, depuis novembre 2019, les hostilités entre les deux groupes ont repris, en deux phases principales.

2. La première phase de cette vague d'hostilités a débuté le 21 novembre, avec un affrontement entre la séléka et la faction anti-Balaka "Bokassa" autour de Bria. La mort d'un élément de "Bokassa" a déclenché des représailles et des meurtres de vengeance. La deuxième phase de la crise a commencé le 7 janvier, lorsque le dénommé Bessé, porte-parole de "Bokassa", aurait appelé le commandant régional du FPRC Damboucha Hissene et, tout en accusant le FPRC de préparer une attaque sur l'axe d'Irabanda, a menacé d'attaquer le FPRC.

3. Jusqu'au 20 janvier, les efforts parrainés par le Préfet, la MINUSCA et d'autres acteurs locaux pour un retour à la normale n'avaient pas été couronnés de succès, principalement en raison des demandes de "Bokassa" pour la suppression du point de contrôle de la Séléka sur la Pendé et la liberté de circulation pour lui et la population sur l'axe Irabanda. Les hostilités entre des éléments de la Séléka et de "Bokassa", à partir du 25 novembre, ont entraîné le retour de la communauté Banda de la Pendé à la brousse. Peu de meurtres ont signalés de part et d'autre. Des informations faisant état d'exactions de civils et de détention de personnes par chaque groupe ont été reçues.

4. A chacune des phases de la crise, la MINUSCA et le Préfet sont restés engagés pour persuader “Bokassa” de reprendre les négociations, relancer le dialogue et trouver une solution politique. En outre, les casques bleus ont augmenté les patrouilles robustes et fait des démonstrations de force pour dissuader la mobilisation des groupes armés et les attaques. L'UNPOL a mené des enquêtes sur les exactions commises contre des civils et a joué un rôle important dans la lutte contre les cas de détention et de vol qui avaient exacerbé les tensions. Les efforts diplomatiques ont finalement connu une avancée le 20 janvier lorsque “Bokassa” a reçu la délégation conjointe du Préfet, de la Minusca et du CMOP sur le PK 10 au village de Kolaga. Tout en réitérant ses demandes, il a accepté de se joindre au CTS et au CMOP et de dialoguer avec d'autres groupes armés pour résoudre l'impasse actuelle.

Stratégie d'avenir

5. En décembre 2019, le bureau de Bria a élaboré un plan d'action conjoint d'intervention rapide sur l'axe d'Irabanda afin de relancer le dialogue intercommunautaire, de renforcer l'aide humanitaire à la population, de lancer des projets d'impact rapide ainsi que des projets de reconstruction et de prendre des mesures pour renforcer la confiance entre la MINUSCA et la population locale le long de l'axe. Ce plan est en train d'être mis en oeuvre.

6. En outre, la MINUSCA va :

- Continuer à promouvoir un dialogue inclusif entre toutes les parties et tous les groupes à Bria pour la négociation et la réconciliation et pour assurer la protection des civils, la liberté de circulation de la population et les acteurs humanitaires;
- Transmettre des messages et, le cas échéant, mettre en place des mesures pour empêcher les groupes armés de violer l'APPR;
- Continuer à engager les dirigeants nationaux des groupes armés actifs à Bria pour désamorcer la crise;
- Envoyer une patrouille quotidienne aussi loin que possible le long de l'axe Irabanda et d'autres axes pour aider à la protection des civils sur l'axe Irabanda et établir des bases d'opérations temporaires MINUSCA-FACA sur des points de contrôle controversés.

SCPI 2020